

CUBA. INTENSIFICATION DE LA RÉPRESSION

AMNESTY INTERNATIONAL. COMMUNICATION POUR LA 44^E SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EPU, 5 NOVEMBRE 2023

RÉSUMÉ

La présente communication a été rédigée en vue de l'Examen périodique universel (EPU) de Cuba, qui se tiendra le 5 novembre 2023. Amnesty International évalue ici la mise en œuvre des recommandations adressées à Cuba lors de son précédent EPU, principalement en relation avec les droits à la liberté d'expression et de réunion.

L'organisation évalue également le cadre national des droits humains, en particulier le fait que Cuba n'ait toujours pas ratifié certains instruments internationaux essentiels dans le domaine des droits humains, et le Code pénal nouvellement adopté.

S'agissant de la situation des droits humains sur place, Amnesty International est préoccupée par le fait que de nombreuses personnes aient été arrêtées à la suite des manifestations de juillet 2021 et soient toujours emprisonnées, par la situation des prisonniers d'opinion et par les restrictions concernant l'accès à Internet.

Enfin, l'organisation formule une série de recommandations à l'intention de Cuba qui, si elles étaient mises en œuvre, contribueraient à améliorer la situation des droits humains dans ce pays.

LE PRÉCÉDENT EXAMEN ET SES SUITES

1. À son troisième EPU, en mai 2018, Cuba avait souscrit à 224 des 339 recommandations¹ formulées par d'autres États. La plupart de ces recommandations avaient trait à la promotion des droits économiques, sociaux et culturels, notamment les droits à la santé² et à l'éducation³, ainsi qu'à l'égalité des genres⁴ et aux violences fondées sur le genre⁵.
2. Cuba a également souscrit à plusieurs recommandations relatives aux droits de l'enfant⁶ et aux droits des personnes handicapées⁷, ainsi qu'à la discrimination fondée sur la race⁸ et l'orientation sexuelle ou l'identité de genre⁹. En 2022, le pays a légalisé le mariage entre personnes de même sexe à la suite d'un référendum, ce qui a constitué un pas important vers la concrétisation des droits des personnes LGBTIQ+¹⁰.
3. Cuba a également accepté de veiller à ce que les prisonnières et prisonniers soient traités avec dignité et humanité¹¹, conformément à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus¹². En dépit de cet engagement, Amnesty International a recueilli plusieurs signalements de mauvais traitements infligés dans les prisons depuis le dernier EPU¹³.
4. Comme les années précédentes, nombre des recommandations auxquelles Cuba n'a pas souscrit (113 au total) avaient globalement trait au respect du droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique¹⁴. Il est regrettable que, depuis le dernier EPU, Amnesty International ait recueilli des informations faisant état d'une répression de ces droits, qu'illustre en particulier la détention en cours de centaines de personnes ayant participé aux manifestations nationales du 11 juillet 2021¹⁵.
5. Amnesty International déplore que Cuba n'ait pas adhéré aux recommandations l'exhortant à faire cesser les détentions arbitraires¹⁶, notamment de militant-e-s politiques¹⁷, ainsi que le harcèlement et la détention arbitraire de défenseur-e-s des droits humains et de professionnel-le-s des médias¹⁸, et à libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers et prisonnières d'opinion¹⁹. Cuba n'a pas non plus souscrit à la recommandation l'appelant à mettre fin aux détentions de courte durée, aux détentions provisoires et aux assignations à résidence²⁰. Malheureusement, depuis le dernier EPU concernant Cuba, Amnesty International a continué à recueillir des informations attestant ces pratiques, qui vont toutes à l'encontre du droit international.
6. Bien que Cuba ait adhéré à plusieurs recommandations visant l'élargissement de l'accès à Internet²¹, le pays a rejeté les recommandations l'exhortant à lever les restrictions relatives à Internet²² et une série de recommandations l'appelant à donner davantage de liberté à la presse²³ et à faire cesser le harcèlement et la répression des journalistes²⁴. Depuis le dernier EPU, les autorités cubaines ont fréquemment perturbé l'accès à Internet en vue de limiter la liberté d'expression et de réunion²⁵, comme elles l'avaient fait avant 2018²⁶, et soumis des journalistes indépendants à une surveillance intense²⁷.

Promotion et protection des droits humains

7. Depuis le dernier EPU, Cuba a renforcé le dispositif sophistiqué qui lui permet de contrôler la liberté d'expression et de réunion à un niveau jamais atteint au cours des deux décennies écoulées.
8. Ces quatre dernières années, Amnesty International a adopté au moins 13 prisonnières et prisonniers d'opinion, à savoir des personnes emprisonnées en raison de leurs convictions politiques, religieuses ou autres qui n'ont ni recouru à la violence ni prôné la violence²⁸. Ces cas emblématiques représentant seulement une petite fraction des personnes qui pourraient prétendre à cette désignation.
9. À la suite des manifestations nationales de juillet 2021 concernant la pénurie d'aliments et de médicaments, les coupures d'électricité fréquentes, les mesures relatives au COVID-19 et la politique de répression historique menée par l'État, les autorités cubaines ont tenté de reprendre le contrôle et de créer une culture de la peur²⁹ lors des manifestations en traitant en criminels toutes les personnes ayant participé aux rassemblements et en adoptant des lois pénales encore plus strictes.

LE CADRE NATIONAL DE PROTECTION DES DROITS HUMAINS

10. Comme lors des EPU précédents, en dépit d'une série de recommandations l'exhortant à le faire³⁰, Cuba n'a pas accepté non plus de ratifier les principaux instruments internationaux relatifs aux droits humains³¹.
11. Lors du dernier processus d'examen, Cuba a simplement pris note de l'ensemble de recommandations tendant à accroître la surveillance de la situation en matière de droits humains dans le pays, y compris les recommandations appelant à permettre un suivi indépendant des droits humains sur les sites de détention³² et à accorder un accès sans restriction aux mécanismes de protection des droits humains³³. Le pays a également pris note des recommandations l'invitant à reconnaître le suivi des droits humains comme une activité légitime, à accorder un statut juridique aux groupes locaux de défense des droits humains³⁴ et à lever les obstacles entravant le fonctionnement de la société civile³⁵. Cuba n'a pas souscrit non plus aux recommandations visant la création d'une institution nationale indépendante de protection des droits humains, conformément aux Principes de Paris³⁶.
12. En décembre 2022, un nouveau Code pénal est entré en vigueur. Il risque d'entériner davantage des restrictions existant de longue date sur le terrain de la liberté d'expression et de réunion³⁷ et annonce d'inquiétantes perspectives pour les journalistes indépendants, les militant-e-s et toute personne se montrant critique vis-à-vis des autorités³⁸.
13. Le nouveau texte conserve les dispositions du Code pénal auxquelles il a été fortement recouru pour poursuivre les manifestant-e-s du 11 juillet 2021 et qui servent à réduire la dissidence au silence depuis des décennies. En outre, il accroît les peines minimales assorties à ces dispositions. Par exemple, l'« outrage », les « troubles à l'ordre public » et la « résistance » sont désormais passibles de peines minimales de six mois à un an de prison et/ou d'une amende, contre un minimum de trois mois à un an de prison et/ou une amende dans la version précédente du Code pénal. De même, l'« outrage aux symboles de la nation », notamment la profanation ou d'autres actes dénotant un mépris pour le drapeau ou l'hymne national, est désormais passible d'une peine de deux à cinq ans d'emprisonnement ou d'une lourde amende, voire les deux, contre trois mois à un an de prison ou une amende en vertu du précédent Code pénal³⁹.
14. L'article 120, paragraphe 1, du Code pénal prévoit aussi que toute personne « mettant en péril l'ordre constitutionnel et le fonctionnement normal de l'État et du gouvernement cubain » est passible d'une peine de quatre à 10 ans de prison. De plus, l'article 143 du nouveau Code pénal risque de limiter encore davantage la capacité des organisations de la société civile, des militant-e-s et des journalistes indépendants à mener leur travail à bien dans le pays, en interdisant de recevoir ou d'utiliser des fonds destinés à « financer des activités contre l'État cubain et son ordre constitutionnel. » Toute personne déclarée coupable d'être en possession de fonds voués à être utilisés de cette manière risque d'être condamnée à une peine de quatre à 10 ans de prison. Par ailleurs, le nouveau Code pénal maintient la peine de mort pour un certain nombre d'infractions⁴⁰.

LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Suivi indépendant de la situation des droits humains

15. De même que Cuba n'a pas accepté les recommandations relatives à la surveillance de sa situation en matière de droits humains⁴¹, le pays n'a pas non plus permis à un quelconque média international ni à une quelconque organisation internationale de défense des droits humains de suivre les récents procès de personnes détenues dans le contexte des manifestations du 11 juillet. Les autorités cubaines ont ignoré les demandes publiques formulées par Amnesty International en vue d'assister à ces procès⁴².

Restrictions des libertés d'expression et de réunion pacifique

16. Les autorités cubaines n'ont jamais répondu à la lettre d'Amnesty International demandant des précisions sur le nombre de personnes détenues dans le cadre des manifestations du 11 juillet 2021⁴³. Cependant, au lendemain des manifestations, l'organisation a recueilli des informations sur diverses violations des droits humains.

17. Des proches de personnes détenues ou des personnes remises en liberté ont dénoncé de nombreux cas de violations des droits à une procédure équitable et de recours à la détention au secret. D'après les informations reçues par Amnesty International, dans les jours qui ont suivi les manifestations, des agents chargés de l'application des lois ont pris pour cible des jeunes qu'ils soupçonnaient d'avoir participé aux manifestations : ils les ont tirés de leur lit, parfois sans chaussures ni vêtements, et les ont emmenés en prison dans des véhicules de police. Beaucoup de ces jeunes se sont plaints des conditions carcérales (surpopulation, humidité et manque d'hygiène), du non-respect des mesures de prévention du COVID-19, notamment de la distanciation sociale, et du fait qu'ils étaient rarement autorisés à sortir à l'air libre⁴⁴.
18. En janvier 2023, plus de 700 personnes étaient toujours emprisonnées pour avoir participé aux manifestations de juillet 2021⁴⁵, selon Justicia 11J⁴⁶, un groupe de la société civile qui suit le nombre de personnes incarcérées. Beaucoup de ces personnes ont été inculpées et déclarées coupables de « trouble à l'ordre public » ou d'autres infractions incompatibles avec les normes internationales, comme l'« outrage ». D'autres ont été inculpées d'infractions plus graves pour avoir jeté des bouteilles et des pierres, et ont été condamnées à des peines allant jusqu'à 30 ans de réclusion⁴⁷.
19. En septembre et octobre 2022, de nouvelles manifestations ont eu lieu en raison des coupures d'électricité ayant fait suite au passage de l'ouragan Ian⁴⁸. Amnesty International a reçu d'autres informations faisant état du déploiement de policiers et de militaires, y compris d'élèves d'école militaire, pour réprimer les manifestations⁴⁹.
20. Pendant la période visée par l'EPU, Cuba a également infligé à des artistes, des universitaires et d'autres personnes ayant des opinions divergentes un niveau de surveillance effrayant⁵⁰. Des journalistes et des militant-e-s subissent fréquemment une présence policière devant leur domicile et vivent sous la menace constante d'une arrestation, ce qui a de lourdes conséquences sur leur aptitude à travailler et leur droit au respect de la vie privée, et qui s'apparente à une restriction illégale du droit de circuler librement, voire à une assignation à résidence dans certains cas⁵¹.
21. À titre d'exemple, en l'espace de deux semaines en décembre 2020, l'équipe de recherche d'Amnesty International a recueilli des témoignages de militant-e-s et de journalistes indépendants décrivant en détail la surveillance policière devant leur domicile, le risque d'arrestation s'ils tentaient de partir et les restrictions concernant les lieux où ils pouvaient se rendre. L'équipe de recherche et le Laboratoire de preuves du programme Réaction aux crises ont analysé et vérifié les endroits où ont été prises les photos et enregistrées les vidéos témoignant de cette surveillance devant le domicile d'environ 11 militant-e-s, dont certains vivaient avec d'autres militant-e-s. Dans la plupart des cas, les photos montraient une ou plusieurs voiture(s) de police stationnée(s) au coin de la rue. Dans d'autres, des personnes en civil, dont les militant-e-s pensaient qu'il s'agissait également d'agents des forces de sécurité, apparaissaient sur les photos, souvent à moto. Sur les photos reçues entre le 1^{er} et le 13 décembre 2020, l'équipe de recherche d'Amnesty International a observé 24 voitures de police différentes stationnées devant les domiciles en question, et plusieurs militant-e-s avaient au moins cinq voitures de police garées devant chez eux pendant cette période⁵².
22. De même, en février 2023, à la suite de signalements faisant état d'un harcèlement et d'une surveillance physique constants, il semble que des agents des forces de sécurité aient arrêté l'ancien prisonnier d'opinion Josiel Guía Piloto à son domicile, à La Havane. Au moment de son arrestation, il observait une grève de la faim⁵³.

Prisonnières et prisonniers d'opinion

23. En janvier 2023, trois militants adoptés par Amnesty International comme prisonniers d'opinion étaient toujours emprisonnés.
24. Parmi eux figure José Daniel Ferrer García, militant et dirigeant de l'Union patriotique de Cuba, une formation politique d'opposition non reconnue, arrêté alors qu'il cherchait à se joindre, en compagnie de son fils, aux manifestations organisées à Santiago de Cuba. Après avoir quitté son domicile, il est passé devant les membres des forces de sécurité qui le surveillent constamment, mais d'autres agents chargés de l'application des lois l'ont intercepté quelques mètres plus loin. José Daniel Ferrer García a été inculpé de « troubles à l'ordre public » pour

avoir tenté de se joindre aux manifestations. Cependant, il n'a toujours pas été jugé et se trouve encore derrière les barreaux. En 2020, dans le cadre d'une autre affaire entachée d'irrégularités concernant d'autres charges, José Daniel avait été condamné à quatre ans et six mois d'assignation à résidence⁵⁴. Selon des documents consultés par Amnesty International, en raison des accusations de « troubles à l'ordre public » portées contre lui dans le contexte des manifestations de juillet 2021, une juridiction provinciale de Santiago a annulé son assignation à résidence en août 2021, l'obligeant à purger cette précédente peine en prison. Depuis son arrestation en 2021, José Daniel Ferrer García, dont l'accès au monde extérieur est limité, est détenu dans des conditions qui pourraient faciliter la torture et d'autres formes de mauvais traitements⁵⁵.

25. Luis Manuel Otero Alcántara, un artiste cubain noir qui est l'un des dirigeants du mouvement San Isidro – un collectif divers d'artistes, de journalistes et de militant-e-s – a aussi été arrêté dans le contexte des manifestations du 11 juillet 2021⁵⁶. Il s'était ouvertement opposé au décret 349, un texte dystopique adopté en 2018 dans le but de limiter l'expression artistique⁵⁷. Avant son emprisonnement en juillet 2021, Luis Manuel faisait l'objet d'une surveillance et d'un harcèlement constants et avait été arrêté arbitrairement à plusieurs reprises. Le 2 mai 2021, des agents des forces de sécurité sont allés chercher Luis Manuel à son domicile, où il observait une grève de la faim pour protester contre la saisie de ses œuvres par les autorités. Ils l'ont emmené de force dans un hôpital et coupé du monde extérieur⁵⁸. Le 11 juillet 2021, Luis Manuel a diffusé une vidéo en ligne dans laquelle il indiquait qu'il allait participer aux manifestations. Il a été arrêté avant d'atteindre le lieu de la manifestation et emmené à la prison de sécurité maximale de Guanajay, où il se trouve toujours⁵⁹. En juin 2022, il a été condamné à cinq ans de prison, à l'issue d'un procès à huis clos⁶⁰.
26. Maykel Castillo Pérez, un musicien cubain qui est l'un des dirigeants du mouvement San Isidro et l'un des auteurs de « Patria y Vida », une chanson aux paroles critiques vis-à-vis du gouvernement cubain qui est devenue le chant emblématique de la contestation, est lui aussi toujours derrière les barreaux. Le 4 avril 2021, Maykel marchait dans La Havane lorsque des policiers ont commencé à l'interroger et tenté de l'arrêter, avant de renoncer face aux protestations de témoins de la scène qui estimaient cette action injuste. Le 18 mai, des agents des forces de sécurité l'ont finalement arrêté à son domicile. En juin 2022, il a été condamné à neuf ans d'emprisonnement⁶¹. En janvier 2022, le Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire, jugeant aussi que Maykel Castillo Pérez était détenu arbitrairement, avait demandé sa libération immédiate⁶².

Interruption de l'accès à Internet

27. Depuis le dernier EPU, les autorités cubaines ont élargi l'accès à Internet, comme elles avaient accepté de le faire lors de l'examen précédent⁶³, mais l'ont contrôlé et interrompu dans des moments sensibles sur le plan politique ; elles avaient en effet rejeté la recommandation les appelant à lever les restrictions relatives à Internet⁶⁴.
28. À la suite des manifestations de juillet 2021, les autorités ont perturbé l'accès à Internet, en violation du droit international relatif aux droits humains. Le 11 juillet, l'accès a été coupé dans tout le pays, ce qui a entraîné une baisse de trafic jusqu'au 12 juillet, selon les mesures effectuées sur le réseau par Kentic⁶⁵. Cuba a aussi coupé régulièrement l'accès aux applications de messagerie instantanée telles que WhatsApp, Telegram et Signal⁶⁶.
29. Des coupures de l'accès à Internet ont également été signalées à la suite des manifestations de septembre 2022⁶⁷, ce qui a rendu difficile le travail des journalistes⁶⁸.
30. Selon l'Observatoire libre des perturbations du réseau (OONI), la technologie utilisée pour le blocage est de plus en plus sophistiquée, en particulier depuis 2019, époque à laquelle l'organisation avait constaté un blocage des sites d'actualité pendant le référendum sur la Constitution⁶⁹.

Droits économiques, sociaux et culturels

31. Depuis le dernier EPU, la situation économique de Cuba s'est, semble-t-il, dégradée, comme en témoignent les files d'attente de plus en plus longues pour obtenir de la nourriture et d'autres biens de première nécessité, notamment des produits d'hygiène et des médicaments⁷⁰.
32. Le nombre de personnes quittant l'île a aussi considérablement augmenté. Plus de 224 000 Cubaines et Cubains ont émigré aux États-Unis entre octobre 2021 et septembre 2022, un chiffre en forte augmentation par rapport à

la même période en 2020-2021, pendant laquelle à peine plus de 39 000 arrivées avaient été recensées, selon les chiffres officiels des États-Unis⁷¹.

RECOMMANDATIONS À L'ÉTAT SOUMIS À L'EXAMEN

Amnesty international appelle le gouvernement de Cuba à prendre les mesures suivantes :

Cadre national de protection des droits humains :

33. Ratifier sans délai le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Suivi indépendant de la situation des droits humains :

34. Permettre immédiatement à des organisations indépendantes de défense des droits humains, dont Amnesty International, de suivre et d'observer les procès des défenseur-e-s des droits humains et des personnes détenues pendant ces manifestations.
35. Adresser des invitations aux rapporteuses spéciales et au rapporteur spécial des Nations unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, sur les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association, et sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, et faciliter leurs visites avant la fin de 2024.

Liberté d'expression, de réunion pacifique et d'association :

36. Amorcer immédiatement un véritable dialogue avec les défenseur-e-s des droits humains, les journalistes indépendants et d'autres acteurs et actrices, y compris celles et ceux qui critiquent les autorités.
37. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes détenues pour avoir exercé leur liberté d'expression et de réunion pacifique.
38. Modifier les dispositions du nouveau Code pénal qui servent de longue date à incriminer des défenseur-e-s des droits humains, des journalistes indépendants, des militant-e-s, des artistes ou d'autres personnes critiques à l'égard des autorités, comme celles qui concernent l'« outrage », les « troubles à l'ordre public » et la « résistance », et qui sont désormais passibles de peines minimales alourdies.
39. Modifier ou abroger les dispositions du nouveau Code pénal qui ont vocation à limiter encore davantage la liberté d'expression, comme l'article 143, qui interdit de recevoir des fonds destinés à « financer des activités contre l'État cubain et son ordre constitutionnel », et l'article 120, paragraphe 1, qui prévoit que toute personne « mettant en péril l'ordre constitutionnel et le fonctionnement normal de l'État et du gouvernement cubain » est passible d'une peine de quatre à 10 ans de prison.
40. Cesser de soumettre les défenseur-e-s des droits humains et les journalistes indépendants à une surveillance et à la détention arbitraire, y compris l'assignation à résidence de fait.

Prisonnières et prisonniers d'opinion :

41. Libérer immédiatement et sans condition toutes les personnes emprisonnées uniquement pour avoir exercé sans violence leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

Interruptions de l'accès à Internet :

42. Cesser d'avoir recours à des interruptions de l'accès à Internet qui sont incompatibles avec le droit international relatif aux droits humains pour réprimer la liberté d'expression et de réunion.

Droits économiques, sociaux et culturels :

43. Veiller à ce que les droits économiques, sociaux et culturels de la population soient concrétisés et faire en sorte que celle-ci ait davantage accès à la nourriture et aux médicaments dont elle a besoin.

ANNEXE 1

KEY AMNESTY INTERNATIONAL DOCUMENTS FOR FURTHER REFERENCE

Amnesty International, *Cuba: A snapshot of prisoners of conscience under the government of President Miguel Diaz-Canel* (AMR 25/0936/2019), 27 August 2019, [amnesty.org/en/documents/amr25/0936/2019/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/0936/2019/en/)

Amnesty International, “Cuba: Prisoner of conscience at risk of COVID-19: Roberto Quiñones Haces” (AMR 25/2210/2020), 23 April 2020, [amnesty.org/en/documents/amr25/2210/2020/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/2210/2020/en/)

Amnesty International, “Cuba: Amnesty International calls for release of two San Isidro prisoners of conscience”, 27 November 2020, [amnesty.org/en/latest/press-release/2020/11/cuba-amnesty-calls-for-release-two-san-isidro-prisoners-of-conscience/](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/11/cuba-amnesty-calls-for-release-two-san-isidro-prisoners-of-conscience/)

Amnesty International, “Cuba: San Isidro movement and allies under frightening levels of surveillance”, 15 December 2020, [amnesty.org/en/latest/press-release/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/)

Amnesty International, “Cuba: Amnesty International and artist Erik Ravelo launch ‘The Eternal Flame’, a digital conceptual memorial in support of San Isidro Movement and freedom of expression”, 29 April 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/04/cuba-amnesty-artist-erik-ravelo-eternal-flame-san-isidro-movement-2/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/cuba-amnesty-artist-erik-ravelo-eternal-flame-san-isidro-movement-2/)

Amnesty International, “Cuba: Massive protests are a desperate cry to a government that doesn’t listen”, 12 July 2021, [amnesty.org/en/latest/press-release/2021/07/cuba-protestas-masivas-grito-desesperado-gobierno-no-escucha/](https://www.amnesty.org/en/latest/press-release/2021/07/cuba-protestas-masivas-grito-desesperado-gobierno-no-escucha/)

Amnesty International, “Amnesty International names prisoners of conscience amidst crackdown on protesters”, 19 August 2021, [amnesty.org/en/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/)

Amnesty International, “Cuba: Amnesty International calls for access to country to monitor trials of 11J protesters”, 24 March 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/03/cuba-amnesty-calls-for-access-trials-protesters/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/03/cuba-amnesty-calls-for-access-trials-protesters/)

Amnesty International, “Five things you should know a year on from Cuba’s 11 July protests”, 11 July 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/07/five-things-you-should-know-cubas-11-july-protests/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/07/five-things-you-should-know-cubas-11-july-protests/)

Amnesty International, “Cuba: Political leader held incommunicado” (AMR 25/5863/2022), 12 July 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/5863/2022/en/>

Amnesty International, “Cuba: Luis Manuel Otero Alcántara: Write for Rights 2022 Case Card” (AMR 25/5837/2022), 28 September 2022, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/5837/2022/en/>

Amnesty International, “Cuba: Tactics of repression must not be repeated”, 5 October 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/10/cuba-repression-must-not-be-repeated/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/10/cuba-repression-must-not-be-repeated/)

Amnesty International, “Cuba Prisoner of Conscience at Risk”, 19 October 2022, [amnesty.org/en/wp-content/uploads/2022/10/AMR2561302022ENGLISH.pdf](https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2022/10/AMR2561302022ENGLISH.pdf)

Amnesty International, “Cuba: New criminal code is a chilling prospect for 2023 and beyond”, 2 December 2022, [amnesty.org/en/latest/news/2022/12/cuba-el-nuevo-codigo-penal-presenta-un-panorama-aterrador-para-2023-y-anos-posteriores/](https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/12/cuba-el-nuevo-codigo-penal-presenta-un-panorama-aterrador-para-2023-y-anos-posteriores/)

ANNEXE 2

MATRIX OF RECOMMENDATIONS FROM THE PREVIOUS CYCLE, WITH COMMENTS ON PROGRESS

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<i>Theme: A42 Institutions & policies - General</i>			
24.60 Continue efforts to strengthen the mechanisms and procedures to prevent and address human rights violations (State of Palestine); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	A42 Institutions & policies - General A44 Structure of the national human rights machinery S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 10 and 13-17 above and footnoted sources
24.48 Continue on the very encouraging trajectory of progress made with respect to its commitment to the protection and promotion of human rights (Barbados); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	A42 Institutions & policies - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 10 and 13-17 above and footnoted sources
<i>Theme: B31 Equality & non-discrimination</i>			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.76 Maintain awareness-raising campaigns on the right to freedom of sexual orientation and gender identity (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	B31 Equality & non-discrimination A54 Awareness raising and dissemination S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partially implemented: See paragraphs 1-2 and footnoted sources
24.75 Continue actions to prevent manifestations of discrimination based on sexual orientation and gender identity (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	B31 Equality & non-discrimination S10 SDG 10 - inequality Affected persons: - lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex persons (LGBTI)	Partially implemented: See paragraphs 1-2 and footnoted sources.
Theme: D26 Conditions of detention			
24.126 Encourage less use of pretrial detention as a precautionary measure and ensure its use only for the most serious crimes (Sudan); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	D26 Conditions of detention D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 20 and 21 and related footnotes. Many of those detained in the context of July 2021 protests were initially held in pretrial detention for crimes often inconsistent with international standards, including “public disorder” and “contempt”.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.127 Continue to ensure that prisoners and detainees are treated with the dignity inherent to the human condition, in compliance with the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners (Sudan); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7	Supported	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 17 and 24 and related footnotes. Amnesty International has received various reports of ill-treatment within prison settings.

Theme: D43 Freedom of opinion and expression

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.164 Publicly acknowledge the role and work of members of civil society and take the necessary steps to ensure that human rights defenders and members of civil society organizations can exercise their rights to peaceful freedom of expression, assembly and association, in conformity with Cuba's international obligations (Belgium);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7</p>	<p>Supported</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 7, 8, 9, 12-14, 16-26 and 27 and related footnotes.</p>
<p>24.180 Ensure Internet accessibility with the aim of improving the quality of education and social development (Japan);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7</p>	<p>Supported</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation E51 Right to education - General S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Partially implemented: See paragraphs 6, and 27-30 and related footnotes.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.157 Continue to expand Internet services throughout the country, especially in households (Bolivarian Republic of Venezuela); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 7	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented: See paragraphs 6, and 27-30 and related footnotes.
24.166 Increase the Internet penetration rate and the use of broadband Internet (Plurinational State of Bolivia); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 7	Supported	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented: See paragraphs 6, and 27-30 and related footnotes.
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
Theme: 26 Conditions of detention			

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.133 Ensure full compliance with the United Nations Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners and allow independent human rights monitors access to prison and detention centres (Zambia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 7 & 10	Supported/Noted	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 15, 17 and 24 and related footnotes.
Theme: A12 Acceptance of international norms			
24.2 Quickly proceed towards ratification of both the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, without reservations (Norway); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms A13 Reservations D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.15 Act in accordance with and ratify the already signed International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, without restrictions to freedom of expression, freedom of the press or freedom of assembly, and incorporate them into its national legislation (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.8 Accede to the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and bring national legislation into compliance with these Covenants, including by ensuring unhindered Internet access (Czechia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms A41 Constitutional and legislative framework D1 Civil & political rights - general measures of implementation D43 Freedom of opinion and expression E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.10 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and both its optional protocols (Estonia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.11 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and its Second Optional Protocol (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.27 Ratify the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights, aiming at the abolition of the death penalty (Liechtenstein) (Togo); Consider ratifying the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights with a view to abolishing the death penalty, as previously recommended (Uruguay); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.4 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and establish a legal and institutional framework that guarantee the free exercise of the rights enshrined in it, including the rights to freedom of expression, assembly and peaceful association, and sign and ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

<p>24.1 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights (Austria) (Japan) (Liechtenstein); Consider ratifying the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Côte d'Ivoire); Ratify the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Niger); Consider ratification of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and the International Covenant on Civil and Political Rights respectively (Cyprus); Consider ratifying the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (El Salvador); Consider ratification of the International Covenant on Civil and</p>	<p>Noted</p>	<p>A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN</p>
--	--------------	---	--

<p>Political Rights (Chile); Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Mexico) (Nepal) (Paraguay) (Slovakia) (France) (Portugal) (Australia); Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, as previously recommended (Poland); Ratify without delay the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Germany); Consider ratification of the International Covenants on Human Rights (Peru); Finalize the process of ratification of the main</p>			
---	--	--	--

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
international covenants, including the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Spain); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8			
24.3 Consider ratifying the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights and the International Covenant on Civil and Political Rights (Greece); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.5 Ratify and implement the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Croatia);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraph 10.</p> <p>https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN</p>
<p>24.6 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Trinidad and Tobago);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	Noted	<p>A12 Acceptance of international norms</p> <p>D1 Civil & political rights - general measures of implementation</p> <p>E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation</p> <p>Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraph 10.</p> <p>https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.7 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Italy); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.9 Consolidate the legal and institutional framework for the promotion and protection of human rights, among others, through expediting the ratification process of the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Indonesia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.13 Ratify, without delay, the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Finland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.14 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, without restrictions (Sweden); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.20 Ratify the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, as previously recommended (Romania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.21 Ratify the core international human rights treaties, namely the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Slovenia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.22 Ratify the core human rights documents: the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D1 Civil & political rights - general measures of implementation E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.17 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (France) (Portugal); Consider acceding to the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment, at the earliest convenience (Ghana); Ratify the main international instruments, such as the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Spain); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.23 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Greece); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.24 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.25 Ratify the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Estonia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.26 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (Georgia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms D25 Prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.12 Consider ratifying the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (Malta); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms E1 Economic, social & cultural rights - general measures of implementation Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.28 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Bosnia and Herzegovina); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.29 Ratify the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Democratic Republic of the Congo); Accede to the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women, as previously recommended (Liechtenstein); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.30 Consider ratifying the Optional Protocol to the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (Slovenia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A12 Acceptance of international norms F12 Discrimination against women S05 SDG 5 - gender equality and women's empowerment S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - women	Not implemented: See paragraph 10. https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Theme: A22 Cooperation with treaty bodies

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.43 Fully cooperate with human rights mechanisms and grant them unhindered access to Cuba, including to government officials, civil society organizations and human rights defenders, to prisons and detention centres (Germany); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A22 Cooperation with treaty bodies A24 Cooperation with special procedures A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) D26 Conditions of detention H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons deprived of their liberty - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 11 and 15 and related footnotes.
24.42 Cooperate closely with human rights monitoring mechanisms (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A22 Cooperation with treaty bodies A24 Cooperation with special procedures A26 Cooperation with the Universal Periodic Review (UPR) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 11 and 15 and related footnotes.

Theme: A24 Cooperation with special procedures

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.37 Extend invitations to the United Nations Special Rapporteurs on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, and on the situation of human rights defenders (Finland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A24 Cooperation with special procedures D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - human rights defenders	Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en
24.35 Issue and implement a standing invitation to all special procedures (Czechia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.36 Respond positively to the pending visit requests by the special procedure mandate holders of the Human Rights Council and consider extending a standing invitation to all mandate holders (Latvia);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	<p>Noted</p>	<p>A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en</p>
<p>24.38 Issue a standing invitation to all special procedures, including those working in the field of civil and political rights (Norway); Extend an open and permanent invitation to the special procedure mandate holders (Spain);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	<p>Noted</p>	<p>A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.39 Issue a standing invitation to the special procedures of the Human Rights Council, including all Special Rapporteurs (Sweden); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en
24.40 Extend a permanent invitation to all special procedures of the Human Rights Council (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A24 Cooperation with special procedures S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See https://spinternet.ohchr.org/ViewCountryVisits.aspx?visitType=all&country=CUB&Lang=en
Theme: A45 National Human Rights Institution (NHRI)			
24.68 Create a national human rights institution in accordance with the Paris Principles and take legal and institutional measures to guarantee the independence of the judiciary (Costa Rica); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A45 National Human Rights Institution (NHRI) D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - judges, lawyers and prosecutors	Not implemented: See OHCHR, "UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay", 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.67 Take steps towards establishing an independent national human rights institution in line with the principles relating to the status of national institutions for the promotion and protection of human rights (the Paris Principles) (Botswana); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See OHCHR, “UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay”, 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya
24.69 Establish a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Mongolia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See OHCHR, “UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay”, 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya
24.70 Establish an independent national human rights institution in compliance with the Paris Principles (Montenegro); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See OHCHR, “UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay”, 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.71 Establish an independent national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Mexico) (Nepal) (Togo) (Portugal); Establish a national human rights institution in conformity with the Paris Principles (Uruguay); Put in place a national human rights institution in compliance with the Paris Principles (Niger); Establish a national human rights institution in accordance with the Paris Principles and end the restrictions imposed on associations (France);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	<p>Noted</p>	<p>A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented See OHCHR, “UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay”, 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.73 Establish an independent national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Zambia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	A45 National Human Rights Institution (NHRI) S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See OHCHR, "UN Committee against Torture publishes findings on Cuba, Iceland, Iraq, Kenya, Montenegro and Uruguay", 13 May 2022, https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/05/un-committee-against-torture-publishes-findings-cuba-iceland-iraq-kenya
Theme: D23 Death penalty			
24.138 Abolish the death penalty including through ratification of the Second Optional Protocol to the International Covenant on Civil and Political Rights (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D23 Death penalty A12 Acceptance of international norms S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 14 and https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.135 Formally abolish the death penalty (Australia); Abolish the death penalty for ordinary crimes as a first step towards the complete abolition of the death penalty (Belgium); Adopt the necessary measures for the abolition of the death penalty (Brazil); Legally abolish the death penalty (Cabo Verde); Give due consideration to the legal abolition of the death penalty (Liechtenstein); Abolish the death penalty (France) (Portugal); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D23 Death penalty A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 14 and https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN
24.137 Maintain the moratorium on executions and consider moving towards the abolition of death penalty (Italy); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented: See paragraph 14 and https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN . While Cuba retained the death penalty in its new penalty code it has maintained a moratorium on executions in recent years.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.139 Consider imposing a de facto moratorium on the use of the death penalty with a view to its total abolition (Rwanda); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Partially implemented: See paragraph 14 and https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN . While Cuba retained the death penalty in its new penalty code it has maintained a moratorium on executions in recent years.
24.140 Abolish the death penalty for all crimes (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D23 Death penalty S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraph 14 and https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=EN

Theme: D26 Conditions of detention

24.112 Stop arbitrarily arresting people, before, during and after peaceful demonstrations and release those who have been arbitrarily arrested (Iceland); End arbitrary detention of political activists (Australia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D26 Conditions of detention D32 Enforced disappearances D33 Arbitrary arrest and detention D44 Right to peaceful assembly S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 12-14, 16-22, and 23-26 and related footnotes.
--	-------	--	--

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.120 Take measures to put an end to arbitrary detentions by ensuring that persons under arrest have immediate access to a defence counsel and are promptly brought before an independent judge for a hearing (Netherlands); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 12-14, 16-22, and 23-26 and related footnotes.
24.117 End arbitrary detention and harassment of human rights defenders as well as media workers (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D26 Conditions of detention D33 Arbitrary arrest and detention H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not implemented: See paragraphs 12-14, 16-22, and 23-26 and related footnotes.
24.114 Guarantee that all detainees have access to a lawyer of their choice from the outset of the deprivation of liberty (Ireland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: All defence lawyers must belong to the National Organization of Collective Law Offices which according to information received by Amnesty International is closely controlled by the state. People who have been detained for exercising their freedom of expression or peaceful assembly repeatedly tell Amnesty International about the difficulties they face in accessing a lawyer of their choice and criticized the lack of independence of public lawyers who often fail to exercise due diligence in their cases. Defence lawyers almost never provide families with copies of court documents, creating significant barriers for victims in accessing justice at the national and international level. See: Amnesty International, Cuba: “Your mind is in prison” – Cuba’s web of control over free expression and its chilling effect on everyday life (AMR 25/7299/2017), 16 November 2017, amnesty.org/en/documents/amr25/7299/2017/en/

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.118 Enable independent human rights monitoring at all detention sites (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D26 Conditions of detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraph 15

Theme: D33 Arbitrary arrest and detention

24.209 Cease the practice of arbitrarily detaining journalists, opposition members, and human rights defenders, including preemptively, and adopt a legal framework that ensures judicial independence (United States of America); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D33 Arbitrary arrest and detention D51 Administration of justice & fair trial H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media - judges, lawyers and prosecutors - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 12-14, 16-22, and 23-26 and related footnotes.
--	-------	--	---

Theme: D42 Freedom of thought, conscience and religion

24.186 Enable and promote the work of civil society by discontinuing restrictive laws and practices (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 5, 6, 11, 14, and 15
--	-------	--	---

Theme: D43 Freedom of opinion and expression

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.193 Continue to remove unlawful limitations on the right to access information and on the freedom of opinion and expression under international human rights law (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 10-14 and related sources for more detail
24.183 Decriminalize defamation and include it in the Civil Code in accordance with international standards (Estonia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 10-14 and related sources for more detail

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.171 Immediately eliminate harassment and intimidation of activists, including arbitrary short-term and pretrial detentions as well as house arrest (Canada); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D33 Arbitrary arrest and detention D51 Administration of justice & fair trial Affected persons: - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26
24.132 End measures to restrict freedom of expression and assembly including short-term detentions and the use of broad criminal charges such as “dangerousness” (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 10-14 and related sources for more detail. The new Penal Code includes a range of vague and broadly defined criminal charges.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.192 Review all legal provisions which restrict the rights to freedom of expression, peaceful assembly, and association, to ensure compliance with international human rights law and standards (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 10-14 and related sources for more detail. The new Penal Code includes a range of vague and broadly defined criminal charges.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.167 Abstain from all forms of harassment, intimidation and repression against social activists, human rights defenders and journalists (Brazil); Guarantee freedom of expression, assembly and association and put an end to the harassment, intimidation, persecution and arbitrary detention of human rights activists, journalists and members of the opposition (France); Immediately stop arbitrary detention, imprisonment and harassment of activists who peacefully exercise their rights to freedom of expression, association or peaceful assembly (Germany);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - human rights defenders</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 10-14 and 15-22 and related sources for more detail.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.181 Ensure everyone's rights to freedom of expression, peaceful assembly and association and to freedom of movement, including for civil society representatives, journalists and human rights defenders (Estonia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented; See paragraphs 10-14 and 15-22 and related sources for more detail.
24.121 Immediately and unconditionally release all prisoners of conscience who have been imprisoned solely for the peaceful exercise of their rights to freedom of expression, association or peaceful assembly (New Zealand); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented; See paragraphs 5 and 23-26 and related footnotes for more detail.

<p>24.172 Take the necessary measures to ensure the right of all people to freedom of expression, freedom of assembly and peaceful association (Chile); Respect everyone's rights to freedom of expression, peaceful assembly and association (Iceland); Respect everyone's rights to freedom of expression and to peaceful assembly and association (Slovakia); Establish measures that guarantee freedom of association, freedom of expression and freedom of the press (Spain); Review all legal provisions, including article 62 of the Constitution which unduly restricts the rights to freedom of expression, peaceful assembly and association, to bring them in line with international law and</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26 and related footnotes for more detail.</p>
--	--------------	--	---

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
standards (Germany); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 8 & 10			
24.184 End measures restricting the rights to freedom of expression and to peaceful assembly and association, including short-term detentions of political opponents, human rights activists and members of civil society organizations, as well as intimidation and arrests of journalists (Latvia); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26 and related sources.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.201 Review legal provisions that restrict the rights of freedom of expression, peaceful assembly and association, and bring them in line with Cuba's international human rights obligations (Sweden);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 12-14 and related footnotes.</p>
<p>24.198 Take effective measures to ensure freedom of expression, of the press and of association, as well as affordable and unrestricted access to the Internet for all (Poland);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8</p>	<p>Noted</p>	<p>D43 Freedom of opinion and expression D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 12-14, 20-21, 27-30 and related footnotes.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.179 Guarantee freedom of opinion and expression, online and offline, including dissenting political opinions, and safeguard the activity of human rights defenders and journalists (Italy); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D43 Freedom of opinion and expression H1 Human rights defenders S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 27-30 and related footnotes.
24.159 Remove Internet access restrictions and relax control of the broader media environment (Australia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media	Not implemented: See paragraphs 12-14 and 27-30 and related footnotes.
24.161 Take effective measures to guarantee that Internet access corresponds to international regulations that protect the right to seek, receive and disseminate information and ideas (Austria); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See 27-30.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.163 Improve the climate for freedom of expression by taking steps to develop independent and pluralist media (Belgium); Consider promoting a more pluralist and independent mass media environment (Chile); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not implemented: See paragraphs 12-14 and 15-22 and related sources.
24.168 Facilitate creation of a more pluralistic media environment in conformity with international standards (Bulgaria); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media	Not implemented: See paragraphs 12-14 and 15-22 and related sources.
24.199 Ensure low-priced access to Internet facilities and complete freedom of expression online (Romania); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 12-14 and 27-30 and related sources.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.206 Eliminate all restrictions on the right to freedom of opinion and expression and the right to free access to information (Ukraine); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 10	Noted	D43 Freedom of opinion and expression S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 12-14 and 15-22.
Theme: D44 Right to peaceful assembly			
24.187 Guarantee freedom of peaceful assembly and association for all citizens in accordance with international standards (Lithuania); Source of position: A/HRC/39/16/ Add.1 - Para. 8	Noted	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26 and related footnotes.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
<p>24.160 Bring the framework on freedom of association and assembly into line with international law and standards (Austria); Adopt concrete measures aimed at eliminating restrictions to the right of association and to freedom of expression that are inconsistent with international human rights law (Brazil);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10</p>	<p>Noted</p>	<p>D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association D43 Freedom of opinion and expression A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 12-14.</p>
<p>24.196 Redouble efforts to strengthen the rights to peaceful assembly and association and to guarantee to independent journalists the free exercise of their profession without discrimination on political grounds (Peru);</p> <p>Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10</p>	<p>Noted</p>	<p>D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - media</p>	<p>Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26 and related footnotes.</p>

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.203 Take the necessary measures in order to guarantee the rights to freedom of peaceful assembly and association, in conformity with international law, particularly human rights (Switzerland); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23-26 and related footnotes.
Theme: D45 Freedom of association			
Theme: D51 Administration of justice & fair trial			
24.125 Release all those who have been arrested on politically motivated charges (Slovakia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	D51 Administration of justice & fair trial D33 Arbitrary arrest and detention S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23 to 26 and related footnotes.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.144 Improve transparency and due process in the justice system by ensuring that arrested individuals are promptly informed of the reasons, have access to legal representation of their choosing, are afforded public hearings within a reasonable timeframe, and are presumed innocent until proven guilty (Canada); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	D51 Administration of justice & fair trial S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - persons deprived of their liberty	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23 to 26 and related footnotes.
Theme: H1 Human rights defenders			
24.194 Develop and implement specific laws, policies and mechanisms that recognize and protect the work of civil society, human rights defenders and journalists (Norway); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 8	Noted	H1 Human rights defenders A41 Constitutional and legislative framework S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - general - media - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 15-22 and 23 to 26 and related footnotes.

Recommendation	Position	Full list of themes	Assessment/comments on level of implementation
24.158 Recognize human rights monitoring as a legitimate activity, provide legal status to local human rights groups, cease using tactics that intimidate them, and allow human rights defenders and civil society to engage with the United Nations and its mechanisms (Australia); Source of position: A/HRC/39/16/Add.1 - Para. 10	Noted	H1 Human rights defenders D42 Freedom of thought, conscience and religion D43 Freedom of opinion and expression D44 Right to peaceful assembly D45 Freedom of association S16 SDG 16 - peace, justice and strong institutions Affected persons: - human rights defenders	Not implemented: See paragraphs 11 and 15 and related footnotes.

¹ Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-neuvième session, doc. ONU A/HRC/39/2, 16 décembre 2020, paragraphe 832.

² Y compris, mais pas exclusivement, le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.257 (Trinité-et-Tobago), 24.259 (Jamaïque), 24.263 (Lesotho), 24.264 (Maldives).

³ Y compris, mais pas exclusivement, le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.272 (Brunéi Darussalam), 24.273 (Burundi), 24.274 (Chine), 24.275, (Congo), 24.276 (Djibouti), 24.279 (Érythrée), 24.280 (Irak), 24.281 (République démocratique populaire lao).

⁴ Y compris, mais pas exclusivement, le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.288 (Ghana), 24.289 (Ghana), 24.290 (Zimbabwe), 24.291 (Afghanistan), 24.293 (Bahreïn), 24.294 (Bénin), 24.295 (Botswana), 24.296 (Bulgarie), 24.297 (Guyana), 24.300 (République dominicaine), 24.301 (Honduras).

⁵ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.303 (Mexique), 24.304 (Népal), 24.305 (Rwanda), 24.306 (Serbie), 24.307 (Géorgie), 24.309 (Timor-Leste).

⁶ Y compris, mais pas exclusivement, le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.314 (Maroc), 24.315 (Madagascar), 24.316 (Mauritanie), 24.318 (Nicaragua), 24.319 (Gabon), 24.320 (Sri Lanka), 24.321 (Turquie), 24.322 (Turkménistan), 24.323 (Turkménistan), 24.324 (Uruguay).

⁷ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.325 (Algérie), 24.326 (Bahreïn), 24.327 (Biélorus), 24.328 (Guinée), 24.329

(Burkina Faso), 24.330 (République populaire démocratique de Corée), 24.331 (Équateur), 24.332 (Équateur), 24.333 (République islamique d'Iran), 24.334 (Tunisie), 24.335 (Yémen).

⁸ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.74 (Angola), 24.77 (Burundi), 24.80 (Haïti), 24.81 (Égypte), 24.82 (Inde), 24.83 (Mali), 24.84 (Pérou), 24.85 (Sénégal), 24.86 (Afrique du Sud), 24.87 (Tunisie), 24.88 (Turquie), 24.89 (République-Unie de Tanzanie).

⁹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.75 (État plurinational de Bolivie), 24.76 (État plurinational de Bolivie).

¹⁰ BBC, « Cuba Family Code: Country votes to legalise same-sex marriage », 26 septembre 2022, [bbc.com/news/world-latin-america-63035426](https://www.bbc.com/news/world-latin-america-63035426).

¹¹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.124 (Pologne).

¹² Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 4.127 (Soudan).

¹³ Amnesty International, « Amnesty International attribue le statut de prisonnier-ère d'opinion à de nouvelles personnes dans un climat de répression des manifestations », 19 août 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/>, Amnesty International, *Cuba. Un prisonnier d'opinion en danger*, 19 octobre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr25/6130/2022/fr/>.

¹⁴ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.172 (Chili, Islande, Slovaquie, Espagne, Allemagne), paragraphe 24.184 (Lettonie). 24.192 (Nouvelle-Zélande), 24.196 (Pérou), 24.201 (Suède), 24.206 (Ukraine), 24.209 (États-Unis), 24.210 (États-Unis).

¹⁵ Amnesty International, « Amnesty International attribue le statut de prisonnier-ère d'opinion à de nouvelles personnes dans un climat de répression des manifestations », 19 août 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/>, Amnesty International, « Cinq choses à savoir, un an après les événements du 11 juillet à Cuba », 11 juillet 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/07/five-things-you-should-know-cubas-11-july-protests/>.

¹⁶ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.112 (Islande), 24.120 (Pays-Bas).

¹⁷ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.112 (Australie).

¹⁸ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.117 (Lituanie).

¹⁹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.121 (Nouvelle-Zélande).

²⁰ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.171 (Canada).

²¹ Par exemple : Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.157 (République bolivarienne du Venezuela), 24.166 (État plurinational de Bolivie).

²² Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.159 (Australie).

²³ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.163 (Belgique et Chili), 24.159 (Australie), 24.168 (Bulgarie).

²⁴ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.167 (Brésil).

²⁵ Amnesty International, « Amnesty International attribue le statut de prisonnier-ère d'opinion à de nouvelles personnes dans un climat de répression des manifestations », 19 août 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/>.

²⁶ Amnesty International, « Le paradoxe d'Internet à Cuba : comment le contrôle et la censure en ligne mettent en péril les avancées du pays en matière d'éducation », 29 août 2017, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2017/08/cubas-internet-paradox-how-controlled-and-censored-internet-risks-cubas-achievements-in-education/>.

²⁷ Amnesty International, « Cuba. Les membres du mouvement San Isidro et leurs alliés sont soumis à une surveillance d'une ampleur effrayante », 15 décembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/>.

²⁸ Amnesty International, *Cuba: A snapshot of prisoners of conscience under the government of President Miguel Diaz-Canel* (AMR 25/0936/2019), 27 août 2019, [amnesty.org/en/documents/amr25/0936/2019/en/](https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/0936/2019/en/), Amnesty International, *Cuba. Un prisonnier d'opinion en danger dans le contexte du COVID-19* (AMR 25/2210/2020), 23 avril 2020, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr25/2210/2020/fr/>, Amnesty International, « Cuba. Amnesty International demande la libération d'un prisonnier et d'une prisonnière d'opinion du mouvement San Isidro », 27 novembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/cuba-amnesty-calls-for-release-two-san-isidro-prisoners-conscience/>, Amnesty International, « Cuba. Amnesty International attribue le statut de prisonnier-ère d'opinion à de nouvelles personnes dans un climat de répression des manifestations », 19 août 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/>.

²⁹ Amnesty International, « Cuba. Les manifestations de grande ampleur sont un appel désespéré à un gouvernement qui n'écoute pas », 12 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/07/cuba-protestas-masivas-grito-desesperado-gobierno-no-escucha/>.

³⁰ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.1 (Autriche) (Japon) (Liechtenstein), (Côte d'Ivoire), (Niger), (Chypre), (Salvador),

(Chili), (Mexique), (Népal), (Paraguay), (Slovaquie), (France) (Portugal) (Australie), (Pologne), (Allemagne), (Pérou), (Espagne), 24.2 (Norvège), 24.3 (Grèce), 24.4 (Costa Rica), 24.5 (Croatie).

³¹ Ces instruments comprenaient, sans s'y limiter, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. HCDH, « Statut de ratification par pays ou par traité », https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=44&Lang=fr.

³² Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.118 (Lituanie).

³³ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.43 (Allemagne).

³⁴ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.158 (Australie).

³⁵ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.174 (Croatie) et 24.186 (Lituanie).

³⁶ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.67 (Botswana), 24.68 (Costa Rica), 24.69 (Mongolie), 24.70 (Monténégro), 24.71 (France).

³⁷ Amnesty International, *Cuba: Restrictions on freedom of expression in Cuba* (AMR 25/005/2010), 30 juin 2010, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/005/2010/en/>, Amnesty International, *"Your mind is in prison" – Cuba's web of control over free expression and its chilling effect on everyday life* (AMR 25/7299/2017), 16 novembre 2017, <https://www.amnesty.org/en/documents/amr25/7299/2017/en/>.

³⁸ Amnesty International, « Cuba. Le nouveau Code pénal suscite des inquiétudes pour 2023 et au-delà », 2 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/cuba-el-nuevo-codigo-penal-presenta-un-panorama-aterrador-para-2023-y-anos-posteriores/>.

³⁹ Amnesty International, « Cuba. Le nouveau Code pénal suscite des inquiétudes pour 2023 et au-delà », 2 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/cuba-el-nuevo-codigo-penal-presenta-un-panorama-aterrador-para-2023-y-anos-posteriores/>.

⁴⁰ Cuba, Código Penal, Ley 151, Gaceta Oficial, 1 septembre 2022, Ministerio de Justicia (conservé dans les archives d'Amnesty International).

Amnesty International, « Cuba. Le nouveau Code pénal suscite des inquiétudes pour 2023 et au-delà », 2 décembre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/12/cuba-el-nuevo-codigo-penal-presenta-un-panorama-aterrador-para-2023-y-anos-posteriores/>.

⁴¹ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.37 (Finlande), 24.38 (Norvège), (Espagne), 24.39 (Suède) et 24.40 (Suisse).

⁴² Amnesty International, « Cuba. Amnesty International demande l'autorisation de se rendre dans le pays pour suivre les procès des manifestant-e-s du 11 juillet », 24 mars 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/cuba-amnesty-calls-for-access-trials-protesters/>.

⁴³ Amnesty International, « Cuba: Carta abierta al presidente y fiscal general sobre personas detenidas arbitrariamente », 5 août 2021, <https://www.amnesty.org/es/documents/amr25/4560/2021/es/>.

⁴⁴ Amnesty International, « Cuba. Amnesty International demande la libération d'un prisonnier et d'une prisonnière d'opinion du mouvement San Isidro », 27 novembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/cuba-amnesty-calls-for-release-two-san-isidro-prisoners-conscience/>.

⁴⁵ Amnesty International, « Cuba. Les manifestations de grande ampleur sont un appel désespéré à un gouvernement qui n'écoute pas », 12 juillet 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/07/cuba-protestas-masivas-grito-desesperado-gobierno-no-escucha/>.

⁴⁶ Voir <https://www.justicia11j.org/>.

⁴⁷ Dans une affaire, 21 personnes, la plupart âgées d'une petite vingtaine d'années, ont été inculpées de « sédition » et condamnées à des peines d'au moins neuf ans de prison pour manœuvre visant à modifier l'ordre socialiste (*alterar el orden social socialista*), incitation à la violence, infraction aux règles de distanciation sociale liées au COVID-19 et jets de pierres et de bouteilles inflammables. Comme c'est souvent le cas à Cuba, le jugement décrivait certains individus comme ayant des liens avec des personnes antisociales (*se vincula con elementos antisociales*) ou de mauvaises relations avec leurs voisins, et indiquait s'ils travaillaient ou non. Ces formulations sont souvent employées pour décrire des personnes jugées critiques à l'égard des autorités cubaines, mais devraient avoir peu d'incidence dans le cadre d'une affaire pénale. Amnesty International, « Cuba. Amnesty International demande l'autorisation de se rendre dans le pays pour suivre les procès des manifestant-e-s du 11 juillet », 24 mars 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/03/cuba-amnesty-calls-for-access-trials-protesters/>.

⁴⁸ Amnistia Internacional, tweet, 30 septembre 2022, twitter.com/AmnistiaOnline/status/1575953589599543297 : « Este es el servicio de electricidad en La Habana, #Cuba, el 23/9 y tras Ian, el 30/9. Recibimos reportes recientes de protestas por apagones + despliegue de agentes de seguridad + cortes de internet, limitando comunicación. @DiazCanelB: no repita el #11J. Seguimos observando. »

⁴⁹ Amnesty International, « Cuba. Les tactiques de répression ne doivent pas être de nouveau employées », 5 octobre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/10/cuba-repression-must-not-be-repeated/>.

⁵⁰ Amnesty International, « Cuba. Les membres du mouvement San Isidro et leurs alliés sont soumis à une surveillance d'une ampleur effrayante », 15 décembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/>.

⁵¹ Amnesty International, « Cuba. Les membres du mouvement San Isidro et leurs alliés sont soumis à une surveillance d'une ampleur effrayante », 15 décembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/>.

⁵² Amnesty International, « Cuba. Les membres du mouvement San Isidro et leurs alliés sont soumis à une surveillance d'une ampleur effrayante », 15 décembre 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/12/cuba-san-isidro-movement-allies-under-frightening-levels-surveillance/>.

⁵³ Amnesty International, Cuba. *Un ancien prisonnier d'opinion placé en détention* (AMR 25/6459/2023), 17 février 2023, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr25/6459/2023/en/>.

⁵⁴ Amnesty International, « Cuba. Un dirigeant de l'opposition condamné à l'assignation à résidence à l'issue d'un procès entaché d'irrégularités », 3 avril 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/cuba-opposition-leader-sentenced-house-arrest-trial-tainted-irregularities/>.

⁵⁵ Amnesty International, Cuba. *Un dirigeant politique se trouve en détention au secret* (AMR 25/5863/2022), 12 juillet 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr25/5863/2022/en/>, Amnesty International, Cuba. *Un prisonnier d'opinion en danger*, 19 octobre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AMR25/6130/2022/fr/>.

⁵⁶ Amnesty International États-Unis, « Write for Rights 2022: Cuba - Luis Manuel », 14 novembre 2022, [youtube.com/watch?v=4wx34Raafuo](https://www.youtube.com/watch?v=4wx34Raafuo).

⁵⁷ Amnesty International, « Cuba. Le décret 349 du nouveau gouvernement annonce un sombre avenir pour les artistes cubains », 24 août 2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/08/cuba-new-administrations-decree-349-is-a-dystopian-prospect-for-cubas-artists/>.

⁵⁸ Amnesty International, « Cuba. Amnesty International désigne comme prisonnier d'opinion Luis Manuel Otero Alcántara, du mouvement San Isidro », 21 mai 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/05/cuba-presos-conciencia-luis-manuel-otero-alcantara-movimiento-san-isidro/>.

⁵⁹ Amnesty International, « Cuba. Amnesty International attribue le statut de prisonnier·ère d'opinion à de nouvelles personnes dans un climat de répression des manifestations », 19 août 2021, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/08/cuba-amnesty-international-names-prisoners-of-conscience/>.

⁶⁰ Amnesty International, « Cuba. Amnesty déplore les condamnations prononcées contre Luis Manuel Otero Alcántara et Maykel “Osorbo” Castillo », 24 juin 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/06/cuba-amnesty-condemns-sentences-luis-manuel-otero-alcantara-maykel-osorbo-castillo/>.

⁶¹ Amnesty International, « Cuba. Amnesty déplore les condamnations prononcées contre Luis Manuel Otero Alcántara et Maykel “Osorbo” Castillo », 24 juin 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/06/cuba-amnesty-condemns-sentences-luis-manuel-otero-alcantara-maykel-osorbo-castillo/>.

⁶² Conseil des droits de l'homme [ONU], *Opiniones aprobadas por el Grupo de Trabajo sobre la Detención Arbitraria en su 92º período de sesiones, 15 a 19 de noviembre de 2021, Opinión núm. 63/2021, relativa a Maykel Castillo Pérez (Cuba)*, 4 février 2022, ohchr.org/sites/default/files/2022-02/A-HRC-WGAD-2021-63-AEV.pdf.

⁶³ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.157 (République bolivarienne du Venezuela), 24.166 (État plurinational de Bolivie).

⁶⁴ Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Cuba, 18 septembre 2018, doc. ONU A/HRC/39/16/Add.1, recommandations 24.159 (Australie).

⁶⁵ Doug Madory, tweet, twitter.com/DougMadory/status/1414327987525275659, 11 juillet 2021 : « Countrywide internet outages in Cuba following widespread anti-government protests. #KeepItOn According to @kentikinc data, internet traffic to/from Cuba dropped to zero at 20:05 UTC (4:05pm local). »

⁶⁶ OONI, Twitter post, mobile.twitter.com/OpenObservatory/status/1414622433156476930, 12 juillet 2021 : « Today OONI data shows that #Cuba started blocking WhatsApp, Telegram & Signal amid protests. Blocking appears to be happening by injecting a TCP RST packet during the TLS handshake.

https://explorer.ooni.org/search?until=2021-07-13&since=2021-06-12&probe_cc=CU&test_name=signal

https://explorer.ooni.org/search?until=2021-07-13&since=2021-06-12&probe_cc=CU&test_name=telegram

https://explorer.ooni.org/search?until=2021-07-13&since=2021-06-12&probe_cc=CU&test_name=whatsapp
#CubaSOS #CubaLibre »

⁶⁷ Doug Madory, tweet, twitter.com/DougMadory/status/1576011809693532160, 30 septembre 2022 :

« Second internet blackout in #Cuba in as many days. #CubaPaLaCalle According to @kentikinc data, traffic volume began to drop at 00:06 UTC (8:06pm local). »

⁶⁸ Amnesty International, « Cuba. Les tactiques de répression ne doivent pas être de nouveau employées », 5 octobre 2022, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/10/cuba-repression-must-not-be-repeated/>.

⁶⁹ OONI, « Cuba blocks independent media amid 2019 constitutional referendum », 26 février 2019, ooni.org/post/cuba-referendum/.

⁷⁰ Juan Diego Rodriguez, « La madre de todas las colas alcanza casi 20 cuadras en La Habana », 7 avril 2022, 14ymedio.com/cuba/todas-colas-alcanza-cuadras-Habana_0_3290670906.html, Marc Frank, « Analysis: Soaring international prices aggravate Cuban food crisis », 20 mai 2021, reuters.com/world/americas/soaring-international-prices-aggravate-cuban-food-crisis-2021-05-20/.

⁷¹ Voir U.S. Customs and Border Protection, Nationwide Encounters, cbp.gov/newsroom/stats/nationwide-encounters.